



HARCÈLEMENT INSTITUTIONNEL DANS LES HÔPITAUX

IL FAUT DÉCLARER LES CAS AU DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS ! CELA PERMETTRA DE RENFORCER L'ACTION JURIDIQUE DES SYNDICATS.

Le « *harcèlement institutionnel* » par des équipes de direction, qu'elles soient ou non au contact de leurs victimes, vient d'être reconnu, au terme du procès « *France Télécom* ».

Aujourd'hui 19 familles de soignants victimes de harcèlement, dont plusieurs ont été l'objet de passages à l'acte au sein de l'hôpital public, portent plainte pour « *harcèlement institutionnel* » contre Madame Borne, Madame Vautrin et Monsieur Nauder. De longue date nos syndicats qui représentent les salarié-e-s et agents victimes de pratiques managériales délétères liées à l'austérité, accompagnent ces victimes dans les hôpitaux.

Devant l'ampleur des dégâts humains occasionnés par l'application de plan d'austérité, nous avons tous eu connaissance de suicides de nos collègues malgré l'omerta médiatique qui règne à ce sujet. Il faut nous organiser pour que cela cesse. Les directions n'ont jusque-là pas jugé bon de stopper le cours des choses.

Au contraire, à la moindre occasion, elle rejette la responsabilité des suicides sur le dos des victimes. Pour autant, des solutions existent pour contrer cet état de fait.

Malgré les procédures baillons de leur direction, le syndicat CGTdu CHU de Toulouse a obtenu une expertise au sujet d'un « *risque grave lié au management pathogène* ».

Ce rapport a révélé que la direction était non à l'écoute des personnels malgré un risque suicidaire massif inattendu parmi les salariés (10 %).

Le caractère intentionnel des pratiques institutionnelles avait pour but de pousser dehors un maximum de personnel, notamment :

- Les travailleurs handicapés ou avec des restrictions médicales,
- Les lanceurs d'alerte, et les défenseurs du service public,
- Les militants syndicaux,
- Les bons professionnels, tels les agents de direction, accusés de faire de la « *sur qualité* »,
- les « *médecins gèneurs* » visés notamment lors des plans d'arrêt d'activité,
- Les médecins et pharmaciens PADHUE, les plus précaires, les plus bas salaires victimes des pires dépassements horaires, dont les directions usent et abusent par « *turn over* » sans aucune prise en compte des règles concernant le temps de travail.

TOUT ABUS DOIT ÊTRE SIGNALÉ DANS LE DUERP !

Les ARS incarnent ces politiques d'austérité, dites « *d'économie de guerre* », et oublient leur mission de protection de la santé de la population.

Les indicateurs de santé publique sont cassés, les morts évitables ne sont pas recensés.

**Ensemble, avec les médecins et cadres de nos Hôpitaux, avec les personnels non médicaux, avec les victimes,
FAISONS EN SORTE QUE LE DOCUMENT UNIQUE DE TOUT ÉTABLISSEMENT MENTIONNE, ÉVALUE ET PRENNE DES
MESURES CONTRE LE HARCÈLEMENT INSTITUTIONNEL ET LES ATTEINTES AUX CONDITIONS DE TRAVAIL.**

Pour qu'enfin soient condamné-e-s celles et ceux qui pourrissent les conditions de travail des hospitalier-e-s, jusqu'à porter atteinte à leur dignité et parfois leur vie.

L'UFMICT-CGT et son collectif médecins demande aux bases syndicales de communiquer les situations de harcèlement institutionnel concernant les MICT.

Mais cela concerne toutes les CATÉGORIES, il nous faut obtenir avec la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale des enquêtes indépendantes débouchant sur la condamnation de toutes les formes de harcèlement institutionnel.